

MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTÉE

PRESTATION DE FORMATION ET D'ANIMATION
D'UN ATELIER D'ART ORATOIRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)

Maître d'ouvrage : École nationale supérieure d'architecture et de paysage (ENSAP) de Bordeaux

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DESCRIPTIF DE LA PRESTATION	4
Article 2 - ALLOTISSEMENT ET TRANCHES.....	4
Article 3 - FORME DU MARCHÉ	4
Article 4 - DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	5
Article 5 - LIEUX D'EXÉCUTION	5
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
7.1 Représentation des parties.....	5
7.1.1 Représentation de l'acheteur.....	5
7.1.2 Représentation du titulaire	5
7.2 Conditions d'exécution	6
7.2.1 Mise en place de l'équipe des intervenants.....	6
7.2.2 Remplacement des intervenants.....	6
7.2.3 Délais d'exécution	6
7.2.4 Les exigences relatives aux prestations.....	6
7.3 Obligations du titulaire	6
7.3.1 Obligation de conseil	6
7.3.2 Obligation d'information	6
7.3.3 Obligations de confidentialité	6
7.3.4 Responsabilité du titulaire	7
7.4 Clauses sociales	7
7.5 Clauses environnementales	7
7.6 Traitement de données à caractère personnel.....	7
7.7 Sous-traitance.....	7
7.8 Opérations de vérification des prestations.....	8
7.9 Garanties	9
7.10 Pénalités.....	9
Article 8 - RÉGIME FINANCIER.....	10
8.1 Forme et contenu des prix.....	10
8.2 Variation des prix	10
8.3 Avances.....	10
8.4 Modalités financières	10
8.4.1 Répartition des paiements	10
8.4.2 Cautionnement.....	10
8.4.3 Intérêts moratoires	10
8.5 Modalités de facturation.....	11
8.5.1 Mentions obligatoires	11

8.5.2 Taux de TVA.....	11
8.5.3 Frais particuliers.....	11
8.5.4 Monnaie.....	11
8.5.5 Transmission des factures	11
Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES	12
9.1 Forme des notifications et des informations.....	12
9.2 Langue	12
9.3 Assurances	12
9.4 Autres obligations administratives.....	13
9.5 Résiliation.....	13
9.6 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	13
9.7 Redressement ou liquidation judiciaire	14
9.8 Différends	14
9.9 Litiges et contentieux.....	14
Article 10 – DÉROGATIONS.....	14

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ ET DESCRIPTIF DE LA PRESTATION

Le marché est un marché de : Services.

Code(s) CPV de la consultation : 80000000-4 Services d'enseignement et de formation

Le présent marché public¹ a pour objet une prestation de formation et d'animation d'un atelier d'art oratoire à l'Ecole Nationale supérieure de d'Architecture et de Paysage de Bordeaux.

Il s'agit d'un enseignement optionnel du programme de la formation architecture en 5^{ème} année (semestre 10).

Les étudiants de 5^{ème} année doivent soutenir leur projet de fin d'études devant un jury. La soutenance est ouverte au public.

L'objet de la prestation est d'accompagner les élèves et de les former à la soutenance orale devant le jury final.

Les objectifs généraux de la prestation sont les suivants :

- Préparer les élèves à la maîtrise de l'expression orale, à la prise de parole publique et à la tenue d'un discours ... engagé et engageant.
- Apprendre à placer sa voix, son corps et travailler sa posture
- Gagner en aisance orale et en gestion du stress
- Savoir s'adapter à l'imprévu"

Dans ce cadre, le marché public vise à :

- Assurer des ateliers de sensibilisation à la pratique de l'oral
- Diagnostiquer des axes de perfectionnement et techniques d'expression, à partir d'exercices oratoires exigeants et bienveillants
- Accompagner les étudiants dans un travail vocal, oral, gestuel, postural et scénique, visant l'authenticité, l'aisance et la précision

Cet enseignement comporte 20 heures de face à face pédagogique et s'organise:

- en 2,5 journées d'enseignement collectif par groupes de 10 étudiants
- en séances individuelles de 2heures par étudiant

Ainsi chaque étudiant bénéficie de 18 h en collectif et de 2 heures en face à face individuel.

L'effectif est de 40 étudiants répartis sur deux (2) sessions annuelles de projet de fin d'études (à titre indicatif environ 10 étudiants en février et 30 en juin).

Les ateliers d'art oratoire se tiendront sur la période novembre- fin janvier et avril- juin. La prestation doit être exécutée sur ces 2 périodes.

Article 2 - ALLOTISSEMENT ET TRANCHES

Le marché est non alloti et ne fait l'objet d'aucun découpage en tranches.

Article 3 - FORME DU MARCHÉ

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

¹ Les mentions « CCPub » renvoient au Code de la Commande Publique.

Article 4 - DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

La durée du marché est de 12 mois et court à compter de la notification du marché au titulaire.

Les délais d'exécution courent à compter de la notification du marché.

La prestation sera exécutée sur les périodes novembre 2025-janvier 2026 et avril-juin 2026.

Le marché est renouvelable 2 fois.

Article 5 - LIEUX D'EXÉCUTION

Les prestations seront réalisées dans les locaux de l'ENSAP Bordeaux.

Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement et ses annexes dont l'annexe financière ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (arrêté du 1er avril 2021) ;
4. Le mémoire technique du titulaire ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le cahier des clauses administratives générales, supposé connu par les opérateurs économiques, ne sera pas annexé au dossier de consultation des opérateurs économiques. Il est consultable sur le site Légifrance.

Article 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

7.2.1 Mise en place de l'équipe des intervenants

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son mémoire technique remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations.

7.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

7.2.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés à l'article 4 du présent CCP.

Dans les conditions prévues au 13.3 du CCAG FCS, une prolongation d'un délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations commandées dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure).

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler par courriel, dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché public.

7.2.4 Les exigences relatives aux prestations

Il est interdit de confier toute ou partie de la prestation à des personnes non autorisées y inclus des stagiaires.

7.3 Obligations du titulaire

7.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux documents transmis et aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

7.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.3.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.4 Clauses sociales

Le présent marché public ne comprend pas de critère social de jugement des offres.

7.5 Clauses environnementales

Le présent marché public ne comprend pas de critère de jugement des offres relatif à la performance environnementale.

7.6 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant, il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

7.7 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes pour les tâches à effectuer à celles des personnes désignées dans l'offre technique présentée par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire devra fournir :

- Pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de services (références), effectués en propre par le sous-traitant, au cours des trois dernières années ainsi que les titres d'études et professionnel demandé au titulaire ;
- Pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT réalisé au cours du dernier exercice disponible.

De plus, pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché public, le titulaire doit joindre au projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- Pour une sous-traitance d'un montant supérieur à 5 000 € HT, une attestation sur l'honneur justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations sociales et fiscales au 31/12 de l'année précédant la demande ;
- Un relevé d'identité bancaire.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait certaines parties des prestations définies dans le présent marché public lui incombant, le titulaire communiquera au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations leur incombant et restera totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ENSAP Bordeaux de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire transgresse les obligations exposées précédemment, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du C.C.A.G./FCS, soit la résiliation du marché public à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (Cf. article 45 du C.C.A.G./FCS).

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché public. Ils ne peuvent en aucun cas être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché public.

Le titulaire reste responsable des interventions de ses sous-traitants. Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention de son ou ses sous-traitants agréés.

En cas de sous-traitance, les demandes d'intervention seront notifiées uniquement au titulaire du marché public qui se chargera, le cas échéant, de les communiquer à son sous-traitant aux fins d'exécution des prestations. Les délais d'intervention courent à compter de la notification des demandes d'intervention au titulaire du marché public.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser une réunion à laquelle seront tenus d'assister le titulaire et son(ses) sous-traitant(s) aux fins de présentation de l'institution, de ses sites et des conditions d'exécution des prestations.

7.8 Opérations de vérification des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG FCS.

Les vérifications seront effectuées conformément aux stipulations de l'article 7 du C.C.P.

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G./F.C.S., le délai de vérification dont dispose le pouvoir adjudicateur, pour chaque prestation réceptionnée, est de trente jours calendaires. Ce délai court à compter de la réception de la prestation par le pouvoir adjudicateur.

7.9 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG FCS.

7.10 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles se cumulent entre elles.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché public aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations;

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G./F.C.S., le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités lorsque le montant total de ces dernières ne dépasse pas 1000,00 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités se cumulent entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G./F.C.S., le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

En cas de non-respect des délais d'exécution indiqués au CCTP, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant de 100 € par jour de retard.

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché (article 6 du présent C.C.P.), le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant de 150,00 € par manquement constaté, ce qui inclut notamment :

- Non-respect des dates de démarrage des prestations fixées dans les ordres de service.
- Non-respect des délais de communication, retard ou absence dans la transmission d'informations notamment en cas de changement au sein de l'équipe décrite dans le cadre de réponse (art 7.2.1 du CCP).
- Non-respect des délais des vérifications des prestations prévues dans le marché.
- Absence ou annulation non excusées de séquences de formation.

* En cas de non-respect des obligations de travail déclaré :

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités de retard peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise.

En cas de non-respect des obligations précitées, la personne publique adressera au titulaire en lettre recommandée avec accusé de réception une injonction de régulariser sa situation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

En l'absence de régularisation dans le délai indiqué, la personne publique pourra décider soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, soit d'appliquer une pénalité de 50,00 € par jour de retard.

Le montant des pénalités de relatif au non-respect des obligations de travail déclaré est plafonné à 10% du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes prévues aux articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire.

Le montant des pénalités établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la (ou des) facture(s) concernée(s), indépendamment du recours direct de la personne publique en cas d'insuffisance des sommes dues.

En tant que de besoin, le versement des pénalités peut être effectué par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire.

Dans le cas de cotraitants (groupement solidaire ou conjoint), les pénalités sont, sauf stipulation différente mentionnée comme telle dans la proposition, notifiées au mandataire à qui il appartient de les répartir éventuellement entre les cotraitants et qui demeure responsable de leur paiement.

Article 8 - RÉGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix ferme et forfaitaire.

Le prix forfaitaire est détaillé dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire.

Les prix sont réputés inclure : toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

8.2 Variation des prix

Prix ferme : les prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

8.3 Avances

Sans objet.

8.4 Modalités financières

8.4.1 Répartition des paiements

Le paiement des prestations se fera par acompte correspondant aux montants des prestations exécutées, sur la base d'une constatation du service fait par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le dernier acompte sera versé suite à l'admission définitive des prestations.

8.4.2 Cautionnement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la Commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

8.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la Commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la Commande publique. Lorsque les

sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

8.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

La date d'émission de la facture ;

La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;

Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;

La référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;

Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

La date de livraison effective d'exécution des services ;

La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées (indiquer le pourcentage de prestations effectuées) ;

Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

8.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.5.3 Frais particuliers

Sans objet.

8.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

8.5.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Article 9 - DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par courriel.

9.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

9.3 Assurances

Les frais d'assurance sont à la charge du titulaire.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurance.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la Commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

9.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la Commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

9.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.7 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621- 28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

9.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la Commande publique.

9.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de Bordeaux pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Article 10 – DÉROGATIONS

L'article 7.8 "opérations de vérification" du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du C.C.A.G./F.C.S.

L'article 7.10 "pénalités" du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G./F.C.S.

Fait par L'ENSAP de Bordeaux à Talence le 24/10/2025

Date

Signature et cachet du candidat